



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement

Dossier suivi par : Magali DARODES

Tél. : 04 26 52 21 61

fax : 04 26 52 21 62

mail : ddpp@drome.gouv.fr

Valence, le 12 NOV. 2015

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015 320 - 0015

PORTANT MISE EN DEMEURE

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de M. Jean-François MURGAT pour sa
PISCICULTURE LES TRUITES DE LA VERNAISON à ECHEVIS**

**Le Préfet de la DRÔME
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement à la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 12 août 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015294-0005 du 21 octobre 2015 délivré à M. Jean-François MURGAT pour sa pisciculture LES TRUITES DE LA VERNAISON à Echevis concernant notamment la rubrique 2130-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé et que M. Jean-François MURGAT n'a pas mis en place les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure M. Jean-François MURGAT de respecter les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-François MURGAT est mise en demeure pour son établissement piscicole LES TRUITES DE LA VERNAISON :

- de respecter l'article 16 de l'arrêté ministériel du 01/04/2008 en transmettant à l'inspection un plan d'épandage des boues issues du curage de la lagune de décantation de l'établissement

au plus tard le 31 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Jean-François MURGAT pour sa pisciculture LES TRUITES DE LA VERNAISON située quartier les Chaberts à Echevis. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de ECHEVIS et tenue à disposition du public.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Monsieur le Directeur de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de ECHEVIS
- Monsieur Jean-François MURGAT.

Fait à Valence, le **12 NOV. 2015**

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES